

L'ordre du jour politique du sixième Sommet fut modifié, à la dernière minute, par un coup de théâtre de l'Union soviétique. Dans la nuit du dimanche 22 juin, le président Léonid Brezhnev prend tout le monde par surprise—sauf le président Valéry Giscard d'Estaing de France—en annonçant un retrait «partiel» des troupes soviétiques en Afghanistan.

Aussitôt, les délégations américaine, allemande et canadienne sentent le piège. Les fonctionnaires ne se privent pas pour parler de «bluff» politique et évoquer une tentative de torpillage du Sommet par président français interposé.

Le porte-parole de l'Elysée, pour sa part, pavoise. La courtoisie que le président Brejnev a eue à l'égard du président Giscard d'Estaing, en lui annonçant dès le vendredi soir la nouvelle du retrait soviétique, «prouve, selon le porte-parole français, que le dialogue est utile et que le président français fut bien avisé d'accepter la rencontre secrète du 21 mai à Varsovie avec le président du Soviet suprême.»

L'ordre du jour des Sept, pour la première journée du Sommet, sera profondément modifié. En fait, dès le petit déjeuner du dimanche matin, ils décident de ne faire qu'un tour d'horizon rapide des questions économiques et de renvoyer ces questions d'intendance à leurs ministres des Finances et de l'Énergie. Les sept chefs d'État réservent l'ensemble de leur déjeuner de travail et une séance de trois heures dans l'après-midi pour les questions politiques.

L'Afghanistan

On dit que plus de la moitié de ces séances furent consacrées à la crise afghane et, selon le secrétaire d'État canadien lui-même, M. Mark MacGuigan, le communiqué final, lu le dimanche soir par le président italien «ne montre que la pointe de l'iceberg».

Les participants au Sommet de Venise, selon ce communiqué, ont pris acte de l'intention des Soviétiques de retirer quelques troupes du territoire afghan. Mais ils réaffirment avec vigueur que seul un retrait complet et la réaffirmation des droits du peuple afghan à l'autodétermination sauraient les satisfaire. C'est à peu près tout ce que contenait le communiqué de 40 lignes sur «la situation politique» sinon qu'il signait, dans son dernier paragraphe, un tragique aveu d'impuissance. On y lit en effet que «les gouvernements représentés à cette réunion (de Venise) qui ont pris position contre toute participation aux Jeux Olympiques, réaffirment avec vigueur leur position». En réaffirmant cette position, les pays partisans du boycott, dont le Canada, ne font que souligner que d'autres pays ne le sont toujours pas!

Dans ce communiqué, on ne parle pas non plus des sanctions économiques et diplomatiques déjà prises contre l'Union soviétique. On annonce, encore moins, de nouvelles sanctions ou un renforcement des mesures déjà décrétées au printemps. Certes l'Union soviétique, malgré sa manœuvre de dernière minute, n'a pas échappé malgré tout à une autre condamnation de l'occupation de l'Afghanistan par ses troupes. Mais le ton du communiqué n'a rien de plus inquiétant qu'une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies!

C'était également la première fois que les Sept se rencontraient depuis la